

Euler Hermes : Les défaillances en France toujours à un niveau historique en 2014

- La croissance économique (+0,4% en 2014 et +0,8% en 2015) est insuffisante pour inverser la courbe des défaillances, toujours très élevées (63 400 en 2014 et 2015)
- Une région française sur deux connaît une nouvelle augmentation des défaillances
- Neuf entreprises sur 10 entrées en procédure collective finissent en liquidation judiciaire

PARIS – le 24 NOVEMBRE 2014 – [Euler Hermes](#), leader mondial en assurance-crédit, livre un état des lieux complet des défaillances d'entreprise en France en 2014.

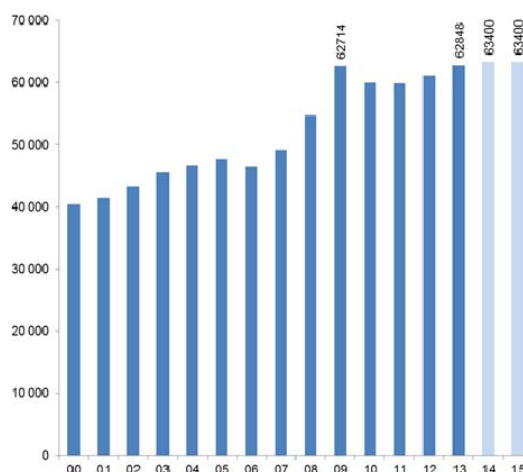
1) La trop faible croissance en France ne permet pas encore une stabilisation des défaillances

Avec +0,4%, la France affiche un taux de croissance inférieur à 1% pour la troisième année consécutive - du jamais vu depuis l'après-guerre. La consommation des ménages reste atone et l'investissement se contracte depuis mi 2011 (11 baisses sur les 13 derniers trimestres). Une légère amélioration est cependant attendue en 2015. La croissance serait de +0,8%, notamment grâce à un rebond mécanique de l'investissement des entreprises et un léger regain de dynamisme du commerce extérieur, reposant essentiellement sur un scénario de baisse durable de l'euro.

Pour autant, cette éclaircie ne sera pas suffisante pour inverser l'évolution des défaillances : les observations sur une longue période montrent qu'il faut en moyenne +1,7% de croissance du PIB pour enclencher un véritable reflux des défaillances. Ainsi, les défaillances continueront d'augmenter en 2014 (+1%) et atteindront même un nouveau record en volume, dépassant les sommets de la crise: 63 400 défaillances attendues en 2014 et également en 2015, contre 62 714 en 2009.

A l'export, la situation connaît une légère embellie : après +5% d'augmentation en 2013, l'Indice de Défaillances à l'Export (IDEX)¹ d'Euler Hermes devrait afficher une baisse du risque de -15% en 2014 et de -3% en 2015, principalement tirée par la sortie de récession d'importantes économies comme l'Espagne.

«Les perspectives à l'export sont favorables pour les entreprises françaises mais elles devront rester vigilantes : de nombreux pays sont toujours marqués par un fort risque d'impayé à l'horizon 2015. Chez nos principaux partenaires commerciaux, la sinistralité sera encore supérieure de 60% à son niveau d'avant crise (moyenne 2003-2007). En Italie, les défaillances ont augmenté de +10%, et au Brésil de +4% en 2014,» témoigne Maxime Lemerle, responsable des études sectorielles chez Euler Hermes.



Evolution des défaillances en France (données cumulées 12 mois)

Partenaires à l'exportation	poinds (*)	2012	2013	2014 p	2015 p
IDEX	86%	14%	5%	-15%	-3%
1 Allemagne	16%	-6%	-8%	-6%	2%
2 Belgique	8%	4%	11%	-7%	1%
3 Italie	8%	3%	12%	10%	-2%
4 Espagne	7%	37%	14%	-27%	-6%
5 Royaume-Uni	6%	-8%	-15%	-5%	-1%
6 Etats-Unis	6%	-16%	-17%	-15%	-6%
7 Pays-Bas	4%	21%	13%	-18%	-4%
8 Suisse	3%	-4%	1%	-5%	-3%
9 Chine	3%	-13%	-4%	0%	5%
10 Russie	2%	1%	-13%	7%	10%
11 Japon	2%	-5%	-10%	-8%	-2%
12 Turquie	2%	7%	8%	-12%	-5%
13 Pologne	2%	29%	-2%	-10%	1%
14 Suède	1,3%	7%	3%	-8%	-5%
15 Corée du sud	1,1%	-10%	-18%	-15%	-4%
16 Marco	1,0%	20%	18%	10%	10%
17 Singapour	1,0%	34%	-17%	25%	-6%
18 Canada	1,0%	-11%	-2%	-1%	-1%
19 Brésil	1,0%	26%	12%	4%	9%
20 Portugal	0,9%	41%	-10%	-23%	-7%

2) La sinistralité sur les grandes entreprises reste élevée

Les PME (avec un chiffre d'affaires entre 250 000 et 2 millions d'euros) restent soumises à une forte hausse des défaillances : +3,7% en 2014ⁱⁱ, après déjà +7,2% en 2013 et +6,4% en 2012. Elles représentent 21% des défaillances en France – soit plus de 13 000 entreprises par an.

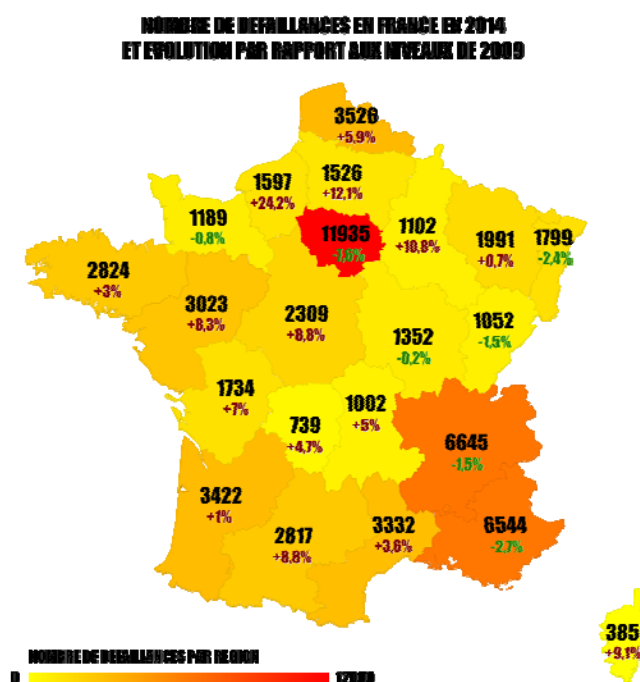
Une amélioration s'amorçait début 2014 pour les plus grandes entreprises (plus de 15 millions d'euros de chiffre d'affaires), mais les défaillances repartent à la hausse depuis le printemps. Sur les 12 derniers mois (à fin septembre), plus de 180 grandes entreprises ont fait défaut, un volume toujours très élevé et en augmentation régulière depuis dix ans.

«Les défaillances des grandes entreprises représentent un chiffre d'affaires cumulé de 8,9 milliards d'euros et un poste fournisseur cumulé de 1 milliard d'euro,» analyse Nicolas Delzant, Président du Comité Exécutif d'Euler Hermes France. «Le ralentissement de la consommation des ménages, face à une forte tension sur les prix et des marges déjà réduites, ont eu raison d'une trésorerie déjà affaiblie depuis plusieurs années.»

3) Une région française sur deux connaît une hausse des défaillances sur les 12 derniers mois.

Les défaillances connaissent en 2014ⁱⁱⁱ une hausse supérieure à 1% dans la moitié des régions, avec une progression supérieure à +6% dans trois d'entre-elles : la Corse, la Haute-Normandie et le Limousin. Globalement, les défaillances restent très élevées en volume sur l'ensemble du territoire, y compris dans les régions où la tendance est plus favorable. Ainsi, si la Picardie affiche une baisse des défaillances de -7% sur les 12 derniers mois, elle enregistre un niveau de sinistralité d'entreprises supérieur de 12% à celui de 2009, dernier pic observé. Au total, quinze régions continuent d'afficher des volumes de défaillances supérieurs à ceux de 2009, avec un bilan particulièrement défavorable en Haute-Normandie (+24%) et en Champagne Ardenne (+11%).

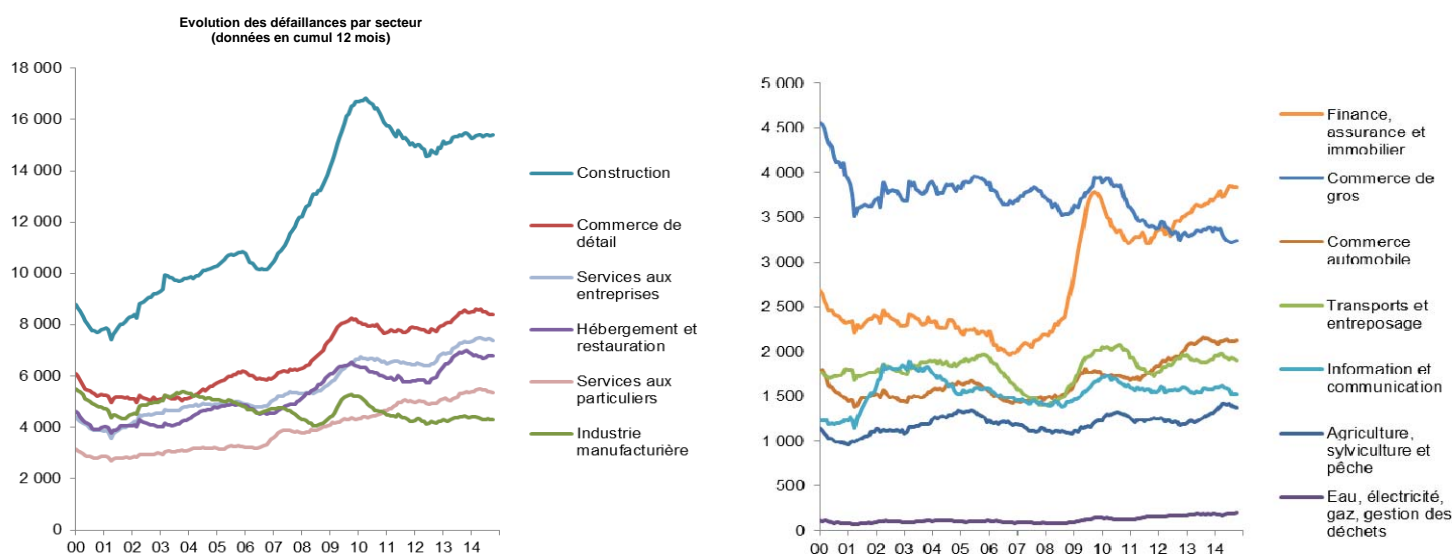
Ce phénomène atteint aussi la région Ile-de-France (+2,5% sur les 12 derniers mois) qui n'est plus épargnée par la poussée des défaillances. La région a su cependant le mieux contenir le nombre de défaillances depuis la crise (-7,6% depuis 2009) – même si elle concentre toujours près d'une faillite sur cinq.



4) La quasi-totalité des secteurs connaît une situation dégradée

Plusieurs secteurs affichent des défaillances en léger repli sur les 12 derniers mois. Cependant, en dehors du commerce de gros qui enregistre une baisse tendancielle depuis dix ans, les autres secteurs connaissent en réalité une dégradation : les volumes de défaillances avoisinent les points hauts observés depuis 2000, notamment pour le commerce de détail. L'hébergement et restauration, ainsi que la construction connaissent même un rebond préoccupant des défaillances en 2014.

« La construction est un secteur clé dans notre économie, pesant pour 5% du PIB, 25% de l'investissement et plus de 5% de la population active en France. Or, elle représente également près d'un quart des faillites et sa situation semble se dégrader fortement depuis quelques mois. Sa sortie de crise est essentielle et requiert des mesures de soutien adaptées, pour à la fois relancer les grands travaux, les rénovations de logements et la construction de logements neufs, » commente Nicolas Delzant.



Source : Euler Hermes, en date de jugement au BODACC, données de septembre révisées à fin octobre 2014

5) L'entrée d'une entreprise en procédure collective laisse peu d'issues favorables

Sur la période 2006-2011, plus de 70% des entreprises entrées en redressement judiciaire suite à de premières difficultés ont finalement subi une liquidation judiciaire. De même, 40% des procédures de sauvegarde ont fini en liquidation, avec ou sans passage par un redressement judiciaire. Autrement dit, l'entrée en procédure collective d'une entreprise se solde en fin de parcours par une liquidation dans près de neuf cas sur 10, un ratio qui demeure aujourd'hui plus élevé qu'avant la crise.

« Depuis sa mise en place en 2007, la sauvegarde est encore assez peu utilisée, » ajoute Maxime Lemerle. « Ce rempart qui devait donner du temps à l'entreprise pour trouver un nouveau souffle décolle difficilement : déjà fortement fragilisées, 90% entreprises qui entrent en procédure collective peinent à trouver une issue favorable et finissent en liquidation judiciaire. »

Contacts media :

Euler Hermes France
Sophie Rémy +33 (0)1 84 11 54 31
Sophie.remy@eulerhermes.com

Publicis Consultants
Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group
Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41
remi.calvet@eulerhermes.com



N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards d'euros en 2013 et garantissait pour 789 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2013. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou [Twitter @eulerhermes](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.

ⁱ L'indice synthétise le risque de défaillance d'entreprises chez les principaux partenaires commerciaux de la France

ⁱⁱ Données en cumul annuel à fin septembre 2014

ⁱⁱⁱ Données en cumul 12 mois à fin septembre 2014, révisées à fin octobre